

Certifié ISO 9001/14001

**FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

**N°02/AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU 29 JAN 2024**

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES EN VUE DE L'AUDIT D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'IMMEUBLE SIEGE DU FEICOM « EN PROCEDURE D'URGENCE »**

**1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'un bureau d'études en vue de l'audit d'impact environnemental de l'Immeuble Siège du FEICOM.

Cet audit devra permettre d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de gestion de l'environnement, d'identifier les contraintes, le cas échéant, pendant la mise en œuvre, de documenter les meilleures pratiques, le cas échéant, et de suggérer des mesures pour une mise en œuvre et un suivi efficaces.

**2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

- Réaliser une évaluation environnementale de base de l'immeuble siège du FEICOM ;
- Réaliser un Audit Environnemental et Social (AES) de l'immeuble et des activités du FEICOM dans cet immeuble ;
- Examiner le Plan de Gestion Environnementale (PGE) et identifier les principales mesures d'atténuation et les exigences de surveillance pendant la phase de construction ;
- Examiner les dossiers et la documentation relatifs aux impacts, aux mesures prises pour les gérer et aux aspects de la performance, c'est-à-dire plus spécifiquement examiner les rapports préparés par les spécialistes de l'environnement de la mission de contrôle, s'ils existent ;
- Mener des entretiens avec le top management et l'ensemble du personnel du FEICOM, en particulier dans le domaine de la gestion de l'environnement ;
- Examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations/mesures d'atténuation concernant les aspects de conception des travaux de génie civil par rapport à la sécurité, les dispositions pour une ventilation et un éclairage adéquats, la fourniture d'installations de base à l'usage des travailleurs/du personnel handicapé, etc. ;
- Évaluer les principales non-conformités environnementales et proposer des actions correctives ;
- Évaluer l'efficacité de la surveillance de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et identifier les lacunes, le cas échéant, et les domaines à améliorer ;

- Évaluer la conformité aux exigences du Plan de Gestion Environnementale (y compris la gestion des déchets, la consommation des ressources, la conservation de la biodiversité, l'économie d'énergie, l'atténuation des changements climatiques, la documentation, les consultations, la divulgation, etc.) et aux exigences législatives et réglementaires pertinentes, y compris les permis environnementaux et la performance en matière de responsabilité sociale des entreprises ;
- Évaluer si un système de gestion environnementale et sociale tel que stipulé dans le Plan de Gestion Environnementale a été dûment suivi et pleinement fonctionnel. Il s'agit notamment de l'efficacité des dispositions institutionnelles, de l'adéquation des ressources, de la passation des marchés, des évaluations environnementales et sociales, de l'examen des solutions de rechange, de l'atténuation des risques, de l'établissement de rapports et de la documentation, du mécanisme de retour d'information et de recours contre les griefs ;
- Identifier les contraintes éventuelles pour assurer la conformité aux mesures décrites dans le Plan de Gestion Environnementale.

### **3. PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation au présent Appel d'Offres National Ouvert est réservée, à égalité de conditions, aux bureaux d'études agréés par le MINEPDED.

### **4. DÉLAI DE LIVRAISON DE LA PRESTATION**

Le délai prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

### **5. COÛT PRÉVISIONNEL**

Le coût prévisionnel global de la présente prestation est de quarante millions (40 000 000) francs CFA TTC.

### **6. FINANCEMENT**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Exercices 2023. Imputations budgétaires : 61-20-50, « Honoraires versés ».

### **7. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés et Approvisionnements, sis au siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP 718, FEICOM 381, Rue 4.561, Mimboman YDE 4<sup>ème</sup>, Téléphone 222 23 51 64; poste 217 ; porte 11 ; Fax 22 23 17 59, dès publication du présent Avis.

### **8. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré au Service des Marchés et Approvisionnements, sis au Siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP 718 FEICOM 381, Rue 4 561, Mimboman YDE 4<sup>ème</sup>, Téléphone 222 23 51 64 ; poste 217 ; porte 11 ; Fax (237) 222 23 17 59, dès publication du présent Avis, sur présentation d'une quittance attestant du versement de la somme de soixante mille (60.000) francs CFA dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC.

### **9. CAUTIONNEMENT PROVISoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission d'un montant de huit cent mille (800 000) francs CFA, établi par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres, acquittée à la main de l'émetteur. L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission entraînera le rejet immédiat de l'offre.

## 10. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, marqués comme tels scellés, devra parvenir sous pli fermé au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à Mimboman, BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4.561, Mimboman YDE 4<sup>ème</sup>, Téléphone 222 23 51 64 ; poste 217 ; porte 11 ; Fax 22 23 17 59 au plus tard le 27 Février 2024 à 13 heures précises et devra porter la mention suivante :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
N°02/AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU 29 JANVIER 2024  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE EN VUE DE L'AUDIT D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE  
L'IMMEUBLE SIEGE DU FEICOM EN PROCEDURE D'URGENCE  
"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"**

## 11. RECEVABILITE DES OFFRES

Les autres pièces administratives requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement financier agréé par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

## 12. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres administratives et techniques par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM aura lieu le 27 Février 2024 à 14 heures précises dans la salle de réunions de ladite Commission, sise à l'ancien siège du FEICOM, Rue 4561.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

L'ouverture des offres financières se fera dans la même salle de réunions à une qui sera communiquée à tout soumissionnaire qualifié à l'issue de l'évaluation de son offre technique.

## 13. CRITÈRES D'ÉVALUATION

### 13. 1 Critères éliminatoires

1. Dossier administratif resté incomplet ou non conforme 48 heures après ouverture des plis;
2. Fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
3. Absence de cautionnement de soumission, conformément à la lettre circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
4. Absence des preuves d'acceptation des conditions du marché (TDR et CCAP paraphés et signés à la dernière page, précédé de la mention « lu et approuvé » tampon, qualité et nom du signataire);
5. Absence d'une copie de l'attestation d'agrément du bureau d'études pour l'évaluation Environnementale, délivrée par le MINEPDED ;
6. Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
7. note Technique inférieure à 80%.

### 13.2. Critères essentiels

1. Présentation générale de l'offre ;
2. Compréhension de la mission ;
3. Observations et suggestions sur les TDR ;
4. Méthodologie d'exécution des prestations ;
5. Qualification et compétences du personnel clé pour la mission ;
6. Expérience du Cabinet dans les missions similaires ;
7. Moyens logistiques.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points sur la base des critères et sous critères définis dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

La grille d'évaluation détaillée (critères et sous-critères) est insérée au Dossier d'Appel d'Offres.

Toute soumission n'ayant pas obtenu au moins 80 points sur 100 ne verra pas son offre financière examinée.

### 14. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante et remplissant les capacités administratives, techniques et financières résultant des critères de qualification requis.

### 15. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 16. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM :

Tél : (237) 22 23 51 64, Poste 217 ; porte 11  
BP : 718 YAOUNDE, Rue 4565, Mimboman YDE 4ème  
Fax : (237) 22 23 17 59

NB : « pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro suivant : 1517 ».

Fait à Yaoundé, 29 JAN 2024

LE DIRECTEUR GENERAL,  
Maître d'Ouvrage

#### Ampliations :

- ✓ MINMAP ATCR ;
- ✓ ARMP pour insertion au JDM ;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.



*Philippe Camille Akoa*  
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland



ISO 9001/14001 Certified

**SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE**

**INTERNAL TENDERS BOARD**

**NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER,  
No 02/AONO/FEICOM/CIPM/2024 OF 29 JAN 2024**

**FOR THE RECRUITMENT OF A RESEARCH OFFICE FOR THE AUDIT OF ENVIRONMENTAL IMPACT OF THE  
HEAD OFFICE BUILDING OF SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE  
“IN EMERGENCY PROCEDURE”**

### **1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER**

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), hereby launches in emergency procedure, a OPEN National Invitation to tender for the recruitment of a research office for the audit of environmental impact of the Head Office building of SPECIAL COUNCIL SUPPORT FOR MUTUAL ASSISTANCE.

This audit should make it possible to assess the progress of the implementation of the environmental management plans, to identify the constraints, if any, during the implementation, to document the best practices, the appropriate, and to suggest measures for effective implementation and follow-up.

### **2. NATURE OF SERVICES**

- Carry out a basic environmental assessment of the FEICOM headquarters building.
- Carry out an annual environmental audit for the construction period.
- Review Environmental Management Plans and identify key mitigation measures and monitoring requirements during the construction phase.
- Examine the files and documentation relating to the impacts, the measures taken to manage them and the aspects of the performance, that is to say more specifically to examine the reports prepared by the environmental specialists of the control mission, if they exist.
- Conduct interviews with top management and all FEICOM staff, particularly in the area of environmental management.
- Review the status of implementation of recommendations/mitigation measures regarding design aspects of civil works in relation to safety, provisions for adequate ventilation and lighting, provision of basic facilities for use by disabled workers/staff, etc.
- Evaluate the main environmental non-conformities and propose corrective actions.
- Assess the effectiveness of monitoring Environmental Management Plan implementation and identify gaps, if any, and areas for improvement.
- Assess compliance with Environmental Management Plan requirements (including waste management, resource consumption, biodiversity conservation, energy conservation, climate change mitigation, documentation, consultations, disclosure, etc.) and relevant legislative and regulatory requirements, including environmental permits and corporate social responsibility performance.

- Assess whether an environmental and social management system as stipulated in the Environmental Management Plan has been duly followed and fully functional. These include the effectiveness of institutional arrangements, adequacy of resources, procurement, environmental and social assessments, consideration of alternatives, risk mitigation, reporting and documentation, grievance feedback and redress mechanism.
- Identify any constraints to ensure compliance with the measures described in the Environmental Management Plan.

### 3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this OPEN National Call for Tenders is reserved, under equal conditions, to consulting firms approved by the MINEPDED.

### 4. DELIVERY DEADLINE FOR THE SERVICE

The deadline provided by the Contracting Authority for the execution of the services concerned in this Invitation to tender shall be three (03) months with effect from the date of notification of the service order.

### 5. ESTIMATED COST

The overall estimated cost of this service is forty million (40,000,000) CFA francs including tax.

### 6. FUNDING

The services concerned in this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), 2023 and subsequent fiscal years. Budgetary charges: 61-20-50, "Fees paid".

### 7. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT

The Tender Document may be consulted during working hours in the Contracts and Supplies Service, located in FEICOM former Head Office in Yaoundé (Mimboman), P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM 381, Street 4.565, Mimboman YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217; Room 11; Fax 22 23 17 59, upon the publication of this notice.

### 1. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT

The Tender Document may be consulted and withdrawn during working hours in the Contracts and Supplies Service, located in FEICOM former Head Office in Yaoundé (Mimboman), P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM 381, Street 4.561, Mimboman YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217; Room 11; Fax 22 23 17 59, upon the publication of this notice, on presentation of a receipt attesting to the payment of the sum of CFA F forty thousand (40,000) into the Special Account CAS – ARMP OPEN in BICEC Branches.

### 9. PROVISIONAL GUARANTEE

Each bidder shall include in their administrative documents, a submission guarantee amounting CFA F **eight hundred thousand (800 000)**, issued by a first rank bank or an insurance company approved by the Minister of Finance and of which the list shall feature in document 11 of the Tender Document (DAO), valid for thirty (30) days beyond the deadline of the validity of bids, paid by hand by a banker issuer. The absence of the submission guarantee shall lead to the outright rejection of the bid.

### 10. SUBMISSION OF BIDS

Each bid drafted in English or in French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies, shall reach in closed envelope in the Contracts and Supplies Service located in Mimboman, P.O.Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.561, Mimboman YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217 ; Room 11 ; Fax '22 23 17 59 latest on **27<sup>th</sup> February 2024 at 13:00 p.m.** prompt and shall be labelled as follows:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER,  
No 02/AONO/FEICOM/CIPM/2024 OF 29<sup>th</sup> JANUARY 2024  
FOR THE RECRUITMENT OF RESEARCH OFFICE FOR THE AUDIT OF ENVIRONMENTAL IMPACT OF THE  
HEAD OFFICE BUILDING OF SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE  
"IN EMERGENCY PROCEDURE"  
"To be OPEN only during the opening session "**

## 11. ADMISSIBILITY OF BIDS

The other required administrative documents shall be produced in originals or certified true copies by the competent authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Tender Document. They shall be dated less than three (03) months or having been issued later to the date of signing the Invitation to tender.

Any bid non-compliant to the prescriptions of this Notice and the Tender Document shall be declared inadmissible, especially the absence of the submission guarantee issued by a financial establishment approved by the Ministry of Finance or the non-compliance to the model documents of the Tender Document, shall lead to the outright rejection without any recourse.

Bids reaching after the dates and submission deadlines shall be inadmissible.

## 12. OPENING OF BIDS

Opening of administratives, technical and financial bids shall be carried out by the Internal Tenders Board of FEICOM which shall be carried out in two phases. It shall take place on 27<sup>th</sup> January 2024 at 14:00 p.m. prompt in the Conference Room of the tender board of FEICOM.

Only bidders may attend this opening session or be represented therein by a person of their choice duly authorized and having perfect knowledge of the file.

The opening of financial bids shall be carried out in the tender board of the Service of procurement and public contracts, on a later date.

## 13. EVALUATION CRITERIA

### 13.1 Eliminary criteria

1. Incomplete and non compliance of administrative documents 48 hours after opening of bids;
2. False declarations or forged documents;
3. Absence of submission guarantee, according to the letter circular n°00001/PR/MINMAP/CAB of 25th April 2022 related to the application of Public Contracts Code ;
4. Absence of acceptance of the conditions of the contract (TOR and CCAP initialed and signed on the last page, preceded by the words " read and approved" stamp, quality and name of the signatory) ;
5. Absence of a copy of the certificate of approval for the environment assessment, issued by the MINEPDED
6. Presence of financial information in the technical bid;
7. Technical bid inferior to 80%.

### 13.2. Essential criteria

1. General presentation of the bid;
2. Comprehension of the mission ;
3. Observations and suggestions on the TDR ;
4. Methodology of the execution of services;
5. Qualification and skills of the key staff of the mission;
6. Experience of Firm in similar missions;
7. Logistic Facilities;

Technical bids shall be evaluated one hundred (100) points on the bases of the criteria defined in the Special Regulation of the Tender Document (RPAO).

The detailed evaluation grid (criteria and sub-criteria) for each lot, shall be inserted in the Tender Document.

Any submission not having obtained at least 80 points on 100 shall not have its financial bid examined.

## 14. CONTRACT AWARD

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder presenting the bid evaluated the lowest bid and fulfilling the required financial, technical and administrative capacities resulting from the criteria said to be essential and eliminatory.

## 15. DURATION OF VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

## 16.. FURTHER INFORMATION

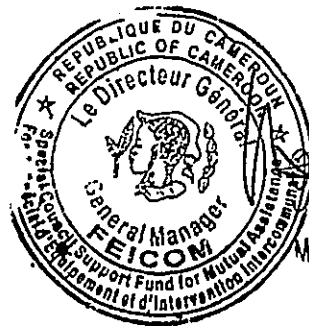
Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service of FEICOM:

Tel: (237) 222 23 51 64, Extension 217; Room 11;  
P.O. Box: 718 YAOUNDE, Street 4561, Mimboman YDE IV  
Fax: (237) 222 23 17 59

NB: « for any act corruption, kindly call or send SMS to CONAC through the following numbers: 1517 ».

Done at Yaoundé The, 29 JAN 2024

THE GENERAL MANAGER,  
Contracting Authority



*Philippe Camille Akoa*  
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

Cc:

- ✓ MINMAP for report ;
- ✓ ARMP for insertion in the JOC;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.